

« Réfugiés écologiques » et droit international

Astrid Epiney

Dieser Beitrag wurde erstmals wie folgt veröffentlicht:

Astrid Epiney, „Réfugiés écologiques“ et droit international, in: Tomuschat, Christian/Lagrange Evelyne/Oeter, Stefan (Hrsg.), The Right to Life, Leiden/Boston 2010, S. 371-401. Es ist möglich, dass die Druckversion – die allein zitierfähig ist – im Verhältnis zu diesem Manuskript geringfügige Modifikationen enthält.

I. Introduction

Le déplacement ou plutôt la fuite de centaines de milliers de personnes suite au cyclone « Katrina » a été décrit – par le Earth Policy Institute à Washington – comme le premier mouvement de masse de réfugiés climatiques documenté.¹ Mais d'autres événements et catastrophes naturels, ainsi que, de manière générale, la dégradation de l'environnement dans certaines régions, amènent les personnes touchées à migrer à l'intérieur d'un pays ou à traverser les frontières internationales. Il paraît aujourd'hui établi que la dégradation de l'environnement en général et le réchauffement climatique en particulier sont une cause importante de migrations dans le monde et dont l'ampleur augmentera de manière considérable ces prochaines années.² Le réchauffement climatique peut même conduire à la disparition de certains Etats insulaires suite à l'augmentation du niveau de la mer.³ Toutefois, les estimations concernant le nombre de personnes touchées varient considérablement⁴, ce qui ne change rien à la gravité du problème tant au niveau quantitatif (le nombre de réfugiés

¹ Cf. *Wissenschaftlicher Beirat der Bundesregierung Globale Umweltveränderungen (WBGU), Sicherheitsrisiko Klimawandel*, 2007, 124.

² Cf. p.ex. *WBGU, Sicherheitsrisiko Klimawandel* (note 1), 125 ss.; *Frank Biermann, Umweltflüchtlinge. Ursachen und Lösungsansätze. Aus Politik und Zeitgeschichte B12*, 2001, 24 ff.; *Franz Nuscheler, Internationale Migration. Flucht und Asyl*, 2004; *Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), Climate Change 2007: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fourth Assessment Report of the IPCC*, 2007; *Frank Biermann/Ingrid Boas, Für ein Protokoll zum Schutz von Klimaflüchtlingen. Global Governance zur Anpassung an eine wärmere Welt*, VN 2008, 10 ff.; *Véronique Lassailly-Jacob, Une nouvelle catégorie de réfugiés en débat*, REDE 2006, 374 ss.; *Monique Chemillier-Gendreau, Faut-il un statut international de réfugié écologique ?*, REDE 2006, 446 (447 s., 450); *Christel Cournil, Les réfugiés écologiques : Quelle(s) protection(s), quel(s) statuts(s) ?*, *Revue du Droit Public* 2006, 1035 (1036); *Thomas Greminger/Manuel Jakob, Klimawandel verursacht Migration. Das komplexe Verhältnis zweier globaler Herausforderungen*, *NZZ* vom 28.6.2008, 7.

³ Cf. *Wissenschaftlicher Beirat der Bundesregierung Globale Umweltveränderungen (WBGU), Die Zukunft der Meere – zu warm, zu hoch, zu sauer*, 2006, 62.

⁴ Certaines estimations parlent de 50 millions en 2010 et de 150 à 200 millions en 2050, cf. *Norman Myers, Environmental Refugees : A Growing Phenomenon of the 21st Century*, *Philosophical Transactions : Biological Sciences*, avril 2002, 609 ss.; cf. le résumé de l'état actuel de cette discussion in *Frank Biermann/Ingrid Boas, Preparing for a Warmer World : Towards a Global Governance System to Protect Climate Refugees*, Working Paper no. 33, novembre 2007, Global Governance Project, 9 ss., www.glogov.org.

environnementaux risque d'être, dans quelques années, beaucoup plus élevé que le nombre de personnes tombant dans le champ d'application de la Convention de Genève⁵) que qualitatif – si l'on prend en considération que la dégradation de l'environnement risque particulièrement de toucher des groupes de personnes vulnérables (femmes, enfants, personnes malades, minorités).

Vu l'ampleur et la gravité esquissées du phénomène des « réfugiés écologiques », il devient urgent d'analyser les questions de droit international relatives à cette problématique. Ainsi, il convient – sur la base de quelques éléments de définition et d'un rappel des (non) réponses que le droit international actuel des réfugiés donne à la question du statut juridique des réfugiés environnementaux (II.) – d'analyser et d'évaluer dans un premier temps les différentes obligations des Etats en lien avec l'émergence du phénomène des « réfugiés écologiques » (III.) avant de nous demander, dans un deuxième temps (IV.), quels développements du droit international sont souhaitables afin de pouvoir faire face à cette problématique de manière satisfaisante, surtout d'un point de vue juridique. Nous terminerons nos réflexions par une brève conclusion (V.).

II. « Réfugiés écologiques » : éléments de définition et Convention de Genève

Bien que – comme esquissé ci-dessus⁶ – la problématique de la migration suite à une dégradation de l'environnement (souvent causée probablement par le réchauffement climatique) soit reconnue aujourd'hui, les définitions de ce que l'on entend par le terme « réfugié écologique » divergent considérablement.⁷ Il semble particulièrement intéressant de relever que la discussion des dernières années semble se focaliser sur les « réfugiés climatiques » en excluant, parfois explicitement, des personnes migrant à cause d'une dégradation de l'environnement ayant une autre cause que le réchauffement climatique.⁸

Selon nous, la définition exacte du « réfugié écologique » et, le cas échéant, la différenciation entre différentes catégories de « réfugiés écologiques » est un des problèmes majeurs pour le développement d'un régime juridique pour ces personnes.⁹ Toutefois, une différenciation entre les « réfugiés climatiques » et les « réfugiés écologiques » ne nous semble guère adaptée : en effet, très souvent, une dégradation de l'environnement peut avoir plusieurs causes, dont (peut-être) le changement climatique, et souvent il sera difficile de déterminer avec certitude si oui ou non le changement climatique est le facteur déterminant. Mais surtout,

⁵ Cf. *Biermann/Boas*, VN 2008 (note 2), 10.

⁶ Cf. ci-dessus I.

⁷ Cf. le résumé avec d'autres références in *Biermann/Boas*, Preparing for a warmer world (note 4), 2 ss.; *Lassailly-Jacob*, REDE 2006 (note 2), 374 (376 s.).

⁸ Dans ce sens *Biermann/Boas*, Preparing for a warmer world (note 4), 4.

⁹ Cf. encore ci-dessus IV. Cf. par rapport à la discussion sur la définition du réfugié p.ex. *Cournil*, *Revue du droit public* 2006 (note 2), 1035 (1055 ss.) ; *Biermann/Boas*, Preparing for a warmer world (note 4), 2 ss., avec d'autres références.

nous ne voyons pas de raison de faire une distinction entre une personne qui fuit à cause d'une dégradation de l'environnement due au changement climatique et une personne qui fuit également à cause d'une dégradation de l'environnement, mais qui résulte d'une (autre) activité humaine ou d'une catastrophe naturelle (telle que l'éruption d'un volcan). Dans les deux cas de figure, l'individu est confronté à la même situation. La différenciation devrait plutôt être faite entre les situations dans lesquelles la dégradation de l'environnement est causée par un phénomène environnemental à proprement dit ou si elle est imputable à un comportement humain bien déterminé.¹⁰

Ceci dit, il nous semble toutefois utile, déjà à ce stade de nos réflexions, de limiter le champ de notre étude en restreignant, du moins dans une certaine mesure, la notion du « réfugié écologique » : en partant de la définition de l'UNEP de 1985, nous entendons par « réfugié écologique » des personnes obligées de quitter leur lieu de vie temporairement ou de façon permanente, en raison d'une dégradation profonde de l'environnement qui affecte sérieusement leurs conditions de vie ou qui rend la vie dans la région en question (quasi) impossible.¹¹ Bien que cette définition soit assez large, elle exclut néanmoins un certain nombre de situations :

- ainsi nous souhaitons inclure uniquement les migrations dues directement à la dégradation de l'environnement en excluant celles qui résultent de mesures d'adaptation aux changements environnementaux et climatiques, telles que la construction de barrages. D'autres situations ne sont également pas traitées dans ce papier, p.ex. les migrations liées à un conflit armé qui serait dû à des conflits de ressources.
- De même, les situations dans lesquelles la dégradation de l'environnement se produit directement suite à un événement isolé clairement attribuable à un comportement humain déterminé et dans lesquelles la cause de ladite dégradation est clairement définie (comme en général lors d'accidents industriels), seront exclues de notre champ d'étude puisque dans ces situations ce n'est pas la dégradation de l'environnement en soi qui est à l'origine de la migration mais plutôt l'évènement en question.
- Enfin, nous visons seulement les migrations dont la cause clairement prépondérante est la dégradation de l'environnement, en excluant les migrations résultant d'une multitude de causes.

Ces restrictions nous paraissent nécessaires afin de pouvoir nous concentrer sur les migrations qui ont lieu spécifiquement suite à une dégradation de l'environnement et qui revêtent un caractère particulier. Ainsi, la raison directe de la migration – la dégradation de l'environnement – n'a pas d'origine « humaine » claire et définissable. Elle résulte plutôt de

¹⁰ Cf. encore plus loin dans le texte.

¹¹ Cf. *Essam El-Hinnawi*, Environmental Refugees, UNEP, 1985, 4: "Environmental refugees are defined as those people who have been forced to leave their traditional habitat, temporarily or permanently, because of a marked environmental disruption (natural and/or triggered by people) that jeopardized their existence and / or seriously affected the quality of life."

divers facteurs naturels, et ce n'est pas le comportement précis d'un Etat ou d'un particulier qui en est la cause. En même temps, la dégradation de l'environnement est telle que les conditions de vie dans la région concernée sont sérieusement compromises ou la vie y devient (quasi) impossible. Par ailleurs, les « réfugiés écologiques » vont migrer plutôt de manière collective et leur migration est en bonne partie prévisible. Sont principalement couvert par la notion de « réfugié écologique », telle que définie ici, les personnes que beaucoup d'auteurs qualifient de « réfugiés climatiques » - bien que nous proposons, pour les raisons mentionnées ci-dessus, de ne pas nous limiter aux personnes fuyant une dégradation de l'environnement due au réchauffement climatique.

Il est vrai que même avec les remarques effectuées ci-dessus, la notion de « réfugié écologique » reste encore sujette à précisions, et il y a incontestablement des situations dans lesquelles les limites exactes de ce terme doivent être fixées, surtout quand les causes de la migration sont multiples.¹² Toutefois, il nous semble que les éléments mentionnés permettent déjà de dessiner les contours de la problématique et que, sur cette base, les limites exactes du terme « réfugié écologique » peuvent être précisées par la pratique internationale.

Ainsi, nous pouvons distinguer les situations principales suivantes dans lesquelles, à notre avis, nous pouvons parler de « réfugiés écologiques » :

- personnes fuyant suite à une montée du niveau de la mer ;
- personnes fuyant un évènement naturel extrême (p.ex. un cyclone) ;
- personnes fuyant puisque la dégradation de l'environnement – p.ex. suite au manque d'eau ou à l'impossibilité de cultiver les champs – conduit à ce que les conditions de vie dans la région d'origine sont telles que la survie devient difficile ou impossible.

A notre avis, il ne semble pas utile de différencier différents types de « réfugiés écologiques » suivant le degré de liberté que les personnes disposent encore pour rester ou non dans leur régions d'origine.¹³ Si la condition mentionnée ci-dessus (à savoir la dégradation de l'environnement doit être telle que les conditions de vie ne sont raisonnablement plus tenable ou ne le seront plus dans un avenir proche) est réalisée, les personnes touchées doivent être couvertes par la notion de « réfugié écologique », indépendamment de la question de savoir si, individuellement, ils disposent encore d'une (certaine) « liberté » de rester ou non. Nous ne voyons pas à quelle fin analytique il serait utile de créer encore des différenciations ici, surtout que les limites seraient très difficile à tracer.¹⁴ De même, la question de savoir si la dégradation de l'environnement est temporaire ou permanente ne devrait pas être déterminante pour qu'une personne soit traitée comme « réfugié écologique » ou non, mais ne

¹² Cf. *Jean-Jacques Gouquet*, Réfugiés écologiques : un débat controversé. REDE 2006, 381 ss. ; *Agnès Michelot-Draft*, Enjeux de la reconnaissance du statut de réfugié écologique pour la construction d'une nouvelle responsabilité internationale, REDE 2006, 427 (439), qui mettent l'accent sur le fait qu'il faut en général tenir compte d'un ensemble de causes qui interagissent de façon complexe pour expliquer les migrations.

¹³ Cf. p.ex. *Cord Jakobeit/Chris Methmann*, Klimaflüchtlinge, 2007, 11, qui distinguent le degré selon lequel la migration était volontaire, indiquée, inévitable ou anticipée.

¹⁴ Dans le même sens *Biermann/Boas*, Preparing for a warmer world (note 4), 6.

doit plutôt entrer en ligne de compte que pour déterminer les conséquences juridiques liées à ce « statut ». Et enfin, il reste à préciser que les « réfugiés écologiques » peuvent migrer à l'intérieur d'un pays ou traverser des frontières internationales. Il ne nous semble pas, à ce stade, indiquer d'exclure la première situation de notre étude.

Les « réfugiés écologiques » dans le sens indiqué ci-dessus ne relèvent pas de la Convention de Genève¹⁵ puisque selon son art. 1A seules les personnes qui craignent d'être persécutées du fait de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un certain groupe social ou de leur opinion politique peuvent être qualifiées comme « réfugiés » au sens de la Convention. Dès lors, le régime juridique « classique » en droit international se référant aux réfugiés n'est pas applicable aux réfugiés écologiques,¹⁶ et la question se pose de savoir si oui ou non il y a d'autres obligations (pour les Etats) et droits (pour les individus) qui s'appliquent, à certaines conditions, aux réfugiés écologiques, respectivement à leur situation.¹⁷

Dans ce contexte, il convient également de mentionner le fait que certains semblent rejeter pour les « réfugiés écologiques » le terme de « réfugié » et proposent d'autres termes (« migrants écologiques », « environmentally displaced persons », ...).¹⁸ L'arrière-fond de cette contestation est certainement, entre autres, la crainte qu'en élargissant l'utilisation du terme « réfugié », le concept originaire de la Convention de Genève risque d'être altéré et affaibli, et que l'UNHCR n'a certainement pas, actuellement, les capacités suffisantes pour se charger également de cette catégorie de personnes. A notre avis, la discussion sur la notion à employer est essentiellement une question de définition et ne préjuge en rien du statut juridique de ces personnes. Il nous semble aussi que la qualification de ces personnes comme « migrants écologiques » ou comme « réfugiés écologiques » ne soit pas d'une grande aide pour déterminer quel est / devrait être le régime juridique des situations visées. Nous nous proposons d'utiliser le terme « réfugiés écologiques » parce qu'en définitive les menaces auxquelles doivent faire face les personnes touchées – en partant des éléments de définition mentionnés – sont en fait comparables à celles rencontrées par les personnes qui sont à considérer comme « réfugiés » au sens de la Convention de Genève. Dès lors, il n'y a pas de raison de « réserver » le terme « réfugié » uniquement aux personnes tombant dans le champ d'application de la Convention de Genève. Ceci dit, c'est une autre question de savoir si oui

¹⁵ Convention du 28 juillet 1951 relative au statut de réfugiés, RS 0.142.30, et le Protocole du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés, RS 0.142.301.

¹⁶ Cf. en détail *Cournil*, *Revue du droit public* 2006 (note 2), 1035 (1041 ss.); du même avis p.ex. *Lassailly-Jacob*, *REDE* 2006 (note 2), 374 (378); *Christel Cournil/Pierre Mazzega*, *Catastrophes écologiques et flux migratoires : comment protéger les « réfugiés écologiques » ?*, *REDE* 2006, 418 (419).

¹⁷ Cf. ci-dessous III.

¹⁸ Cf. par rapport à la discussion avec d'autres références *Biermann/Boas*, *Preparing for a warmer world* (note 4), 6 ss.

ou non le régime instauré par la Convention de Genève doit être élargi aux « réfugiés écologiques », une question à laquelle nous répondons par la négative.¹⁹

III. Obligations de droit international et responsabilité des Etats

En partant du fait que le phénomène des réfugiés écologiques est une réalité dont l'importance va croître de manière considérable voire exponentielle, il devient important de savoir de quelle manière le droit international actuel aborde ce problème, respectivement quelles obligations internationales en vigueur peuvent jouer un rôle dans ce contexte.

Cette question est d'autant plus importante que la dégradation de l'environnement, surtout suite au réchauffement climatique, est une réalité et même si les Etats se décident à lutter de manière efficace contre une augmentation des gaz à effet de serre, une bonne partie des effets dont on veut se prémunir ne pourra plus être évitée et les mesures d'adaptation seront également insuffisantes de sorte qu'une réflexion sur les aspects juridiques (mais évidemment également sur d'autres aspects) de la problématique des réfugiés écologiques s'impose.²⁰

Nous nous limitons ci-après toutefois aux questions de responsabilités des différents Etats impliqués (potentiellement) ainsi qu'aux droits des particuliers ; nous laissons donc de côté les aspects institutionnels (quelles institutions existent aujourd'hui dans le domaine des réfugiés, de l'environnement ou du financement susceptibles de contribuer à résoudre les problèmes attendus ?),²¹ sans pour autant nier leur extrême importance. L'analyse des différentes pistes susceptibles d'apporter des éléments de réponse à la question posée part de l'idée qu'à l'heure actuelle, il n'existe aucun instrument juridique spécifique pour régler la situation juridique des réfugiés écologiques ou concernant les obligations des Etats relatives à ces derniers.²² C'est pourquoi nos réflexions se dirigent vers la portée que l'on peut attribuer à un certain nombre de principes généraux : la portée des droits de l'homme (1.), la question de l'existence d'un droit individuel à un environnement sain (2.), la responsabilité des Etats pour les flux de réfugiés écologiques (3.), le principe de la « responsibility to protect » (4.) et le rôle (potentiel) des Nations Unies (5.) avant de tirer une conclusion intermédiaire (6.).²³

¹⁹ Cf. ci-dessous IV.1.

²⁰ Ce qui ne change rien au fait qu'une prévention efficace est indiquée, cf. *Cournil*, *Revue du droit public* 2006 (note 2), 1035 (1061).

²¹ Cf. à ce dernier propos *Biermann/Boas*, *Preparing for a warmer world* (note 4), 16 ss.

²² Cf. seulement *Cournil*, *Revue du droit public* 2006 (note 2), 1035 (1040).

²³ Les questions spécifiques relevant du droit communautaire ne seront pas abordées dans la présente contribution. Toutefois, il convient de relever que le droit communautaire ne connaît pas, à l'heure actuelle, d'instrument spécifique visant les réfugiés écologiques bien que la D 2001/55 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les Etats membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil (JO 2001 L 212, 7) peut aussi

1. Quant à la portée des droits de l'homme : les Pactes internationaux de 1966

Les textes internationaux contraignants des droits de l'Homme – nous nous limiterons ici aux Pactes universels de 1966 – ne mentionnent pas directement la protection de la personne humaine lors de graves atteintes à son environnement.²⁴ Ces textes ont été rédigés afin de protéger les individus de possibles atteintes provoqués par l'Etat et non pour remédier aux dommages supportés par les individus suite à une dégradation de l'environnement. Toutefois, la question se pose de savoir si certains droits de l'homme reconnus dans les Pactes de 1966 ne peuvent conférer une certaine protection aux réfugiés écologiques.

Les droits suivants, garantis par un des Pactes de 1966, peuvent être en particulier d'une certaine importance en ce qui concerne les réfugiés écologiques :²⁵

- D'après l'art. 12 § 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Pacte II), nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays. Lorsque la dégradation de l'environnement est telle que les personnes touchées doivent fuir leur région d'origine et aller à l'étranger, ce droit pourrait être concerné. De même, ce droit pourrait être d'une certaine importance lors de la disparition d'un Etat suite à l'augmentation du niveau de l'océan.
- L'art. 6 § 1 Pacte II consacre un droit à la vie. A noter qu'au niveau de la CEDH, ce droit est protégé par l'art. 2 CEDH et la Cour européenne des droits de l'homme a développé pour cet article, ainsi que pour l'art. 8 CEDH (protection de la vie privée), une jurisprudence selon laquelle l'on peut aussi se prévaloir de ces droits en relation avec une dégradation environnementale d'une certaine ampleur.²⁶ La dégradation de l'environnement peut menacer la vie de certaines personnes voire entraîner leur mort.

²⁴ s'appliquer aux réfugiés écologiques, cf. à ce propos *Cournil*, Revue du droit public 2006 (note 2), 1035 (1052 ss.).

Bien qu'au niveau international, il n'y ait pas de texte contraignant traitant explicitement de la problématique des réfugiés écologiques, il est à signaler qu'au niveau national, certains Etats ont institutionnalisé un « asile » humanitaire et temporaire en cas de catastrophes écologiques ou humanitaires, cf. à ce propos *Cournil*, Revue du droit public 2006 (note 2), 1035 (1050 ss.).

²⁵ Cf. à ce propos p.ex. *Cournil*, Revue du droit public 2006 (note 2), 1035 (1048 ss.).

²⁶ Cf. l'arrêt du 30 novembre 2004 (Grande Chambre) de la Cour, *Öneryildic/Turquie*, requête no. 48939/99 ; l'arrêt du 20 mars 2008 de la Cour, *Budayeva/Russie*, requête no. 15339/02. Cf. en détail par rapport à la portée de la CEDH en relation avec des atteintes à l'environnement *Jens Meyer-Ladewig*, Das Umweltrecht in der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte, NVwZ 2007, 25 ss. ; *Sebastian Heselhans/Thilo Marauhn*, Strassburger Springprozession zum Schutz der Umwelt: ökologische Menschenrechte nach den „Hatton“-Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte, EuGRZ 2005, 549 ss. ; *Loukis Loucaides*, Environmental protection through the jurisprudence of the European Convention on Human Rights, BYIL 2004, 249 ss. ; *Muriel Merino*, Protection de l'individu contre les nuisances environnementales: de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme au système juridictionnel national de protection, Revue trimestrielle des droits de l'homme 2006, 55 ss.

- D'après l'art. 12 § 1 Pacte II, le domicile peut être choisi librement, un droit qui pourrait être restreint suite à des dégradations de l'environnement.
- L'art. 11 § 1 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Pacte I) reconnaît le droit de chacun à une alimentation adéquate. Pour certaines personnes, la dégradation de l'environnement peut avoir comme conséquence qu'il devient plus difficile voire impossible de se nourrir correctement.
- Enfin, il convient de mentionner qu'un certain nombre d'autres droits consacrés dans le Pacte I pourraient également être d'une certaine importance dans le contexte des réfugiés écologiques, p.ex. l'art. 1 § 2 (droit des peuples de pouvoir disposer librement de leurs ressources naturelles et de ne pas être privés de ses propres moyens de subsistance).

Ces droits visent – avant tout – la prévention ou la réparation de l'atteinte à l'environnement. Il n'est pas possible, dans le cadre de la présente contribution, d'analyser la portée de ces différents droits en détail (ni en général, ni par rapport à la situation spécifique des réfugiés écologiques) ; néanmoins, nous pouvons dégager quelques situations dans lesquelles les droits sus-mentionnés sont susceptibles de jouer un (certain) rôle, ceci en prenant comme point de départ les différentes catégories d'obligation découlant des droits de l'homme, notamment l'obligation de l'Etat de s'abstenir de certains comportements d'une part et de prendre des mesures de protection sous certaines conditions d'autre part.²⁷ Par ailleurs, nos réflexions partent du principe, en tant que tel largement reconnu, que ce sont essentiellement les Etats qui sont les destinataires des droits de l'homme.²⁸

a) Obligation des Etats de s'abstenir de certaines actions

Premièrement, les Etats ont l'obligation de s'abstenir de comportements qui violent ou peuvent violer les droits de l'homme. Dans notre contexte, cette obligation peut revêtir une certaine importance dans les cas où c'est l'Etat lui-même qui – par des actes qui lui sont imputables d'après les principes de la responsabilité des Etats²⁹ – cause une dégradation de

²⁷ Cf. à propos des effets juridiques des droits de l'homme (« Verpflichtungswirkungen ») notamment *Joerg Künzli*, Zwischen Rigidität und Flexibilität : Der Verpflichtungsgrad internationaler Menschenrechte. Ein Beitrag zum Zusammenspiel von Menschenrechten, humanitärem Völkerrecht und dem Recht der Staatenverantwortlichkeit, 2001, 189 ss.

²⁸ Cf. à ce propos *Walter Kälin/Jörg Künzli*, Universeller Menschenrechtsschutz, 2005, 87 ss.; cf. en détail par rapport à la question de savoir dans quelle mesure des privés peuvent aussi être destinataires des droits de l'homme *Andrew Clapham*, Human Rights Obligations of Non-State Actors, 2006, *passim*.

²⁹ Cf. à ce propos les art. 4 ss. des Draft articles de la CDI sur la responsabilité des Etats pour les faits internationalement illicites, UN Doc. A/Res./56/83. Dans la doctrine cf. p.ex. *Andreas Felder*, Die Beihilfe im Recht der völkerrechtlichen Staatenverantwortlichkeit, 2007, 46 ss.; *Katja S. Ziegler*, Fluchtverursachung als völkerrechtliches Delikt. Die völkerrechtliche Verantwortlichkeit des Herkunftsstaates für die Verursachung von Fluchtbewegungen, 2002, 85 ss.

l'environnement qui est à l'origine de migrations. Toutefois, pour que ce principe, voire cette obligation, trouve application, les conditions suivantes doivent être remplies :

- Premièrement, il faut que le comportement en question puisse être imputable à l'Etat.
- Deuxièmement, ce comportement (potentiel) constitue une violation d'un des droits sus-mentionnés.

On peut sans problème s'imaginer des comportements étatiques qui mènent à une dégradation de l'environnement et constituent de ce fait une atteinte à un ou plusieurs des droits sus-mentionnés, p.ex. si l'Etat poursuit un grand projet industriel qui a pour conséquence de mettre en péril la vie d'un certain nombre de personnes. Ainsi, cette obligation contribue à prévenir une dégradation de l'environnement provoquant, le cas échéant, des flux migratoires (à l'intérieur d'un pays ou aussi vers d'autres pays). Il incombe dès lors à l'Etat de s'abstenir de ce genre de comportement, bien que la portée exacte des droits de l'homme en ce qui concerne des actions étatiques provoquant une détérioration de la qualité de l'environnement reste encore à préciser dans les détails.

Toutefois, dans notre contexte, cette obligation n'est pas d'une grande utilité : car, comme nous l'avons relevé ci-dessus,³⁰ le phénomène des réfugiés écologiques se caractérise entre autres par le fait que l'origine exacte de la dégradation de l'environnement ne peut pas être définie avec certitude et / ou que les causes de la dégradation de l'environnement sont multiples (comme dans le cas du réchauffement climatique). De plus, ce sont souvent des privés qui sont à l'origine de dégradations de l'environnement. Ainsi, il n'est pas possible de désigner un comportement étatique précis et « isolé » comme étant le seul responsable à l'origine de la dégradation de l'environnement, et, partant, des flux migratoires de réfugiés écologiques de sorte que l'obligation des Etats de s'abstenir d'actions pouvant porter atteinte aux droits de l'homme ne revêt, en règle général, pas de grande importance dans notre contexte.

b) Obligation des Etats de prendre des mesures de protection

Il semble être aujourd'hui reconnu en droit international que les droits de l'homme n'obligent pas seulement les Etats de s'abstenir d'actions violant les droits de l'homme mais les obligent aussi à prendre des mesures adéquates pour qu'il ne soit pas porté atteinte à ces droits par d'autres personnes (notamment des privés) ou par des événements (naturels).³¹ Cet aspect de

³⁰ Cf. II.

³¹ Cf. à ce propos avec d'autres références *Kälin/Künzli*, Menschenrechtsschutz (note 28), 107 ss. ; *Künzli*, Zwischen Rigidität und Flexibilität (note 27), 215 ss. ; *Manfred Nowak*, U.N. Covenant on Civil and Political Rights, CCPR Commentary, 2^{ème} éd., 2005, art. 2, no. 3 ss. ; *Eckart Klein*, The Duty to Protect and to Ensure Human Rights Under the International Covenant on Civil and Political Rights, in : *Eckart Klein* (éd.), The Duty to Protect and to Ensure Human Rights, 2000, 295 (298 ss.) ; *Thilo Rensmann*, Die Humanisierung des Völkerrechts durch das ius in bello – Von der Martens'schen Klausel zur « Responsibility to Protect », *ZaöRV* 2008, 111 (116 ss.) ; *Scott Leckie*, Another Step Towards

la portée des droits de l'homme oblige dès lors les Etats à intervenir si une atteinte à un droit de l'homme est à craindre avec une certaine probabilité.³² Cette obligation est toutefois soumise à certaines conditions qui permettent aussi de préciser sa portée :³³

- L'Etat doit être au courant du risque d'atteinte à un droit de l'homme ou il pourrait en avoir connaissance s'il recourait aux critères de précaution adaptés à la situation (due diligence).
- Il doit prendre les mesures de protection qui s'imposent selon les circonstances de la situation afin de prévenir l'atteinte aux droits de l'homme.
- Les mesures prises par l'Etat dans ce contexte ne doivent pas elles-mêmes violer les droits de l'homme.

Dans notre contexte, cette obligation de prendre des mesures de protection peut revêtir une certaine importance dans toutes les situations où la dégradation de l'environnement est telle que les personnes touchées pourraient perdre leur vie ou pourraient être privées de nourriture nécessaire et, de ce fait, pourraient être contraintes de quitter leur domicile. Ainsi, l'Etat sur le territoire duquel les populations vulnérables dans le sens indiqué vivent, doit en principe (si les conditions sus-mentionnées sont remplies) prendre, p.ex., les mesures adaptées pour prévenir une catastrophe naturelle, pour atténuer une dégradation de l'environnement ou pour permettre aux populations touchées de quitter la région en question pour s'installer dans une autre région de l'Etat, et ceci également dans les cas où ce n'est justement pas l'Etat lui-même qui est à l'origine de la dégradation de l'environnement.

Toutefois, la portée de ce principe est quelque peu limitée en ce qui concerne les migrations dues à une dégradation de l'environnement, et ceci à cause des conditions de l'obligation des Etats de prendre des mesures de protection :

- Tout d'abord, il convient de rappeler que dans beaucoup de situations, des mesures de prévention ou d'adaptation ne sauraient empêcher (suffisamment) la dégradation de l'environnement à l'origine des migrations ; ceci est surtout vrai pour tout un ensemble de conséquences liées au réchauffement climatique comme l'augmentation du niveau de la mer, les événements naturels extrêmes ou le manque d'eau dans certaines régions suite à la désertification.
- Deuxièmement, certains événements à l'origine d'une dégradation de l'environnement ne sont pas prévisibles.
- Ensuite, il convient de souligner que les mesures de prévention ou d'adaptation qui s'imposent selon les circonstances ne sont souvent pas suffisantes, en d'autres termes ne sauraient dans tous les cas empêcher la dégradation de l'environnement. P.ex., si l'on

Indivisibility: Identifying the Key Features of Violations of Economic, Social and Cultural Rights, HRQ 1998, 81 ss.; *Astrid Epiney*, Sustainable Use of Freshwater Resources, ZaöRV 2003, 377 (389).

³² Cf. par rapport au droit à la vie l'arrêt remarquable de la Cour des droits de l'homme de Strasbourg du 30 novembre 2004 (Grande Chambre), Öneriyildic/Turquie, requête no. 48939/99.

³³ Cf. les références note 31, et en particulier *Kälin/Künzli*, Menschenrechtsschutz (note 28), 112 s.

construit des digues, en principe susceptibles d'empêcher des inondations, il est tout à fait possible qu'elles ne tiennent pas si l'augmentation des eaux est plus importante que prévue (p.ex. à cause d'un vent inhabituel).

- Et enfin, il convient surtout de rappeler que les Etats sont seulement obligés de prendre des mesures qui s'imposent en application du standard « due diligence ». Dès lors, les Etats devraient, d'une manière générale, disposer d'un système législatif et administratif qui leur permette de prendre les mesures adéquates en cas de danger d'atteinte aux droits de l'homme. Par contre, on ne saurait formuler des obligations qu'ils ne peuvent pas remplir. Dès lors, si un Etat ne dispose pas de moyens financiers et technologiques nécessaires pour prendre certaines mesures de prévention ou d'adaptation qui s'imposent, en principe, d'un point de vue objectif, il ne saurait se rendre responsable en droit international s'il ne prend pas ces mesures.³⁴ Si l'on prend de plus en considération que la majorité des situations impliquant, probablement, des réfugiés écologiques se produira dans les pays du Sud, en particulier en Afrique et en Asie,³⁵ les limites de droit et de fait de l'obligation des Etats de prendre des mesures de protection et d'adaptation adéquates deviennent évidentes.

Toutefois, on peut encore s'interroger sur la question de savoir dans quelle mesure les autres Etats ou certains d'entre eux (donc pas l'Etat sur le territoire duquel la dégradation de l'environnement et la « migration environnementale » a lieu mais un Etat tiers) sont, de par le droit international, obligés de prendre certaines mesures de protection. De telles obligations pourraient – au-delà de la question de savoir quelle est l'étendue que le principe de la « responsibility to protect » peut revêtir dans notre contexte et qui sera discutée plus tard³⁶ – entrer en ligne de compte dans deux situations :

- Premièrement, la question se pose de savoir si les Etats tiers qui contribuent eux-mêmes à la dégradation de l'environnement dans d'autres pays ou qui ne prennent pas de mesures adéquates pour empêcher un tel comportement de privés, sont tenus de s'abstenir de telles actions ou de prendre les mesures adéquates pour empêcher de telles actions de privés. On pourrait surtout songer ici à la part importante qu'ont les pays industrialisés – suite aux émissions des gaz à effet de serre – au réchauffement climatique et, dès lors, à la dégradation de l'environnement dans certains autres pays (surtout du Sud).
- Deuxièmement, et dans le même ordre d'idées, on pourrait défendre le principe que ces Etats tiers doivent mettre à disposition les moyens nécessaires pour prendre des mesures de prévention ou d'adaptation dans les pays concernés, ceci en application de la jurisprudence *Trail Smelter* – selon laquelle un Etat doit empêcher à ce que des

³⁴ Cf. en détail par rapport à ces principes *Astrid Epiney*, *Die völkerrechtliche Verantwortlichkeit von Staaten für rechtswidriges Verhalten im Zusammenhang mit Aktionen Privater*, 1992, 217 ss.

³⁵ Cf. seulement *Gouguet*, REDE 2006 (note 12), 381 (382 ss.).

³⁶ C-dessous III.4.

nuisances écologiques considérables surviennent sur le territoire d'autres Etats ou, le cas échéant, « réparer » les conséquences de telles nuisances (cf. le cas Trail Smelter³⁷).

Dans les deux cas de figures, l'état actuel du droit international ne permet pas, sur la base de la pratique, d'admettre de telles obligations pour les Etats tiers car aucune « cause directe » de la dégradation de l'environnement ne saurait être définie,³⁸ comme, notamment, pour les effets néfastes du réchauffement climatique : bien que – pour reprendre l'exemple du réchauffement climatique – les causes de l'augmentation de la température moyenne et, partant, des dégâts écologiques qui en découlent soient bien établies, les règles générales de la responsabilité des Etats ne permettent pas de désigner comme responsable un ou plusieurs Etats en particulier, puisque les effets de combinaisons sont déterminants pour le résultat final qui est le réchauffement climatique : ainsi, il n'est pas possible de « construire » la responsabilité d'Etats déterminés étant donné que même les émissions d'un Etat dans lequel de grandes quantités d'émissions de CO₂ ne sauraient suffire pour provoquer les effets du changement climatique.³⁹ Par ailleurs, l'état actuel du droit international de l'environnement ne permet pas – au-delà des obligations contenues dans des traités comme notamment dans le protocole de Kyoto – d'affirmer l'existence d'une obligation quelconque des Etats de limiter, à quelque niveau que ce soit, les émissions des gaz à effet de serre sur leur territoire.

Malgré ces problèmes, l'on pourrait – en appliquant et en développant le principe formulé dans le cas Trail Smelter – se poser la question de savoir si une responsabilité « individuelle » des Etats peut être admis jusqu'à concurrence de leur part de responsabilité ; ainsi, l'on aurait en cas d'effets de combinaisons de l'activité de différents Etats une sorte de responsabilité « pro rata ».

c) Interdiction de refoulement

Enfin, il convient d'aborder une dernière question en relation avec les obligations pouvant découler des droits de l'homme : celle de savoir si l'on peut déduire des droits de l'homme un principe de non-refoulement.

³⁷ Cf. RIAA III 1905. Cf. par rapport à ce principe *Astrid Epiney*, Das „Verbot erheblicher grenzüberschreitender Umweltbeeinträchtigungen“: Relikt oder konkretisierungsfähige Grundnorm?, ArchVR 1995, 309 ss.

³⁸ Si une telle cause peut être définie, il va de soi que la responsabilité d'un Etat tiers peut aussi être engagée, bien que les détails ne soient pas encore établis clairement en droit international. Ainsi, p.ex., la question se pose de savoir dans quelle mesure les Etats doivent prendre les mesures qui s'imposent en application du standard due diligence pour prévenir que des entreprises ayant leur siège sur leur territoire ne développent pas d'activités potentiellement nuisibles pour l'environnement dans d'autres Etats. L'accident chimique à Bhopal est un exemple dans lequel cette question s'était posée sans toutefois qu'elle ait trouvé une réponse dans la pratique internationale. Cf. à ce propos *Astrid Epiney*, Union Carbide Case, in : Max Planck Encyclopedia of Public International Law (à paraître).

³⁹ Cf. par rapport à cette limite de la jurisprudence Trail Smelter *Epiney*, ArchVR 1995 (note 37), 309 (353 ss.).

Il est établi par la jurisprudence de la Cour des droits de l'homme à Strasbourg que l'art. 3 CEDH interdit aux Etats de refouler des personnes vers un autre Etat dans lequel elles risquent d'être soumises à un traitement contraire à l'art. 3 CEDH.⁴⁰ De même, la Cour a reconnu que l'interdiction de refoulement trouve aussi application si le droit à la vie (art. 2 CEDH) risque d'être violé dans le pays destinataire.⁴¹ Concernant la portée du Pacte II, il semble que le Comité des droits de l'homme reconnaisse également, de manière parallèle, une telle interdiction de refoulement, ceci au moins pour les cas où il faut craindre la torture dans l'Etat destinataire.⁴²

Si nous appliquons ces principes aux réfugiés écologiques, il convient, selon nous, de distinguer deux situations :

- Si la détérioration de l'environnement a comme conséquence la mise en danger de la vie de personnes et leur fuite, et si un refoulement vers l'Etat d'origine provoquerait vraisemblablement comme conséquence leur mise en danger, nous pouvons affirmer que le principe de non-refoulement devrait aussi s'appliquer dans ces circonstances. Car cette situation est comparable à celles dans lesquelles c'est l'Etat d'origine lui-même qui, par ces agents, menace la vie des personnes touchées ; pour ces dernières situations, l'application d'un principe de non-refoulement est reconnue. Pour les personnes concernées, et de façon générale pour l'étendue de l'obligation découlant du droit à la vie, l'origine exacte de la menace pour la vie ne devrait pas avoir d'incidences sur la portée de l'interdiction de refoulement qui vise les obligations des Etats en vue de la protection de la vie en général.⁴³ Dès lors et bien que le principe de non-refoulement n'ait, à notre connaissance, pas encore été appliqué en relation avec une dégradation de l'environnement susceptible de mettre en péril la vie de personnes, il nous semble que l'on peut déduire de la garantie du droit à la vie, sous les conditions mentionnées, une telle interdiction de refoulement. Cette affirmation nous semble être une conséquence directe de la pratique et de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme ainsi que du Comité des droits de l'homme.
- Si, par contre, la vie de personnes n'est pas en danger mais que les conditions de vie se sont « seulement » détériorées, à un tel point que les personnes quittent quand même

⁴⁰ Cf. seulement Cour des droits de l'homme, *Soering v. Royaume Unie*, série A 161 no. 14038/88. Dans la doctrine cf. *Martina Caroni*, Die Praxis des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte im Bereich des Ausländer- und Asylrechts, in: Achermann/Epiney/Kälin/Nguyen (éd.), Annuaire du droit de la migration 2004/2005, 2005, 191 ss.; *Martina Caroni*, Die Praxis des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte im Bereich des Ausländer- und Asylrechts, in: Achermann/Epiney/Kälin/Nguyen (éd.), Annuaire du droit de la migration 2005/2006, 2006, 187 ss.; *Kälin/Künzli*, Universeller Menschenrechtsschutz (note 28), 478.

⁴¹ Cour des droits de l'homme, *Bahaddar v. the Netherlands*, Rep. 1998-I, no. 78.

⁴² Cf. Comité des droits de l'homme, General Comment 20 (1992), no. 9 ; Comité des droits de l'homme, C. v. Australia, 900/1999 (2002), no. 8.5.

⁴³ Ainsi, la Cour des Droits de l'Homme reconnaît que le principe de non-refoulement s'applique aussi dans les situations où des groupes privés menacent les personnes en question, cf. Cour européenne des Droits de l'homme, *H.L.R. v. France*, Rep. 1997-III.

leur région d'origine, la pratique internationale n'a pas encore, à notre connaissance, reconnu explicitement une obligation de respecter un principe de non-refoulement en cas de danger, p. ex., pour la santé, pour se nourrir et / ou pour disposer des moyens nécessaires pour leur subsistance. Or, il nous semble que l'on peut avancer les mêmes arguments que pour le droit à la vie en relation avec le droit à la nourriture ou aux moyens de subsistance, avec la conséquence qu'un refoulement vers l'Etat d'origine est interdite dans la mesure où celui-ci entraîne forcément une mise en danger pour la réalisation de ces droits.

En résumé, nous pouvons conclure qu'une obligation de non-refoulement s'applique dans tous les cas où un refoulement vers l'Etat d'origine mettrait en péril la réalisation de droits de l'homme, et ceci également suite à une dégradation de l'environnement. Toutefois, il ne faut pas surestimer la portée pratique d'une telle obligation, qui ne trouve application que dans les relations internationales⁴⁴ : tout d'abord elle présuppose surtout – comme mentionné – qu'un retour dans le pays d'origine implique (probablement) nécessairement un risque pour le droit de l'homme en question (droit à la vie, droit à la nourriture, ...). De plus, dans beaucoup de cas, il est possible pour les personnes concernées de s'installer dans d'autres régions de leur Etat d'origine. Ensuite, même si l'interdiction de refoulement s'applique, le statut conféré en vertu du droit international est très précaire : pour le moment, nous ne pouvons qu'affirmer l'existence d'un droit à rester dans le pays d'accueil ; par contre, il n'est pas possible de déduire du droit international actuel d'autres obligations liées au séjour (hormis le respect des droits de l'homme).

2. *Droit individuel à un « environnement sain » ?*

Au-delà de la portée (possible) des droits de l'homme démontrée ci-dessus,⁴⁵ il a souvent été question d'un « droit à un environnement sain » qui confèrerait aux particuliers un droit (individuel) à un environnement sain. Un tel droit pourrait aussi être invoqué par les réfugiés écologiques, en exigeant de l'Etat (ou le cas échéant des particuliers, ce qui soulèverait encore la question de l'effet horizontal des droits de l'homme) qu'il prenne des mesures permettant de prévenir une dégradation de l'environnement ou d'atténuer les dommages causés à l'environnement. Ainsi, divers documents internationaux (mais très peu de documents juridiquement contraignants) contiennent le principe d'un tel droit ou des affirmations soutenant tout au moins le fait qu'un tel droit est ou serait souhaitable.⁴⁶

⁴⁴ En cas de migration à l'intérieur d'un pays, l'Etat concerné doit prendre des mesures de protection adéquates, cf. ci-dessus III.1.b).

⁴⁵ Cf. III.1.

⁴⁶ Cf. p.ex. Principe 1 de la déclaration de Stockholm. Des postulats dans ce sens se trouvent dans de nombreux autres documents « soft law », mais aussi dans quelques textes juridiquement contraignants, cf.

Bien que l'arrière-fond de la postulation d'un tel droit (permettre la préservation de l'environnement par un moyen relativement efficace qu'est un droit individuel) soit compréhensible, cela soulève des questions juridiques complexes quant à sa portée exacte :⁴⁷ déjà le contenu exact d'un tel droit reste obscur puisque la notion d' « environnement sain » ne saurait être défini de manière précise. De plus, la question de savoir qui est l'ayant droit (les individus et / ou la collectivité, le cas échéant quelle collectivité) reste ouverte.⁴⁸ Enfin, le destinataire d'un tel droit (Etat et / ou privés) ainsi que le contenu exact des mesures à prendre restent ouverts. En résumé, la portée juridique d'un tel droit ne saurait être déterminée précisément et de manière générale et abstraite. Le problème est que des droits justiciables doivent pouvoir être précisés indépendamment d'un cas particulier pour qu'ils puissent être invoqués en justice et appliqués dans un cas concret. C'est pourquoi un tel droit ne saurait remplir les attentes esquissées liées à cette problématique.

Ainsi, il n'est guère surprenant que le « droit à un environnement sain » n'ait été consacré que dans très peu de documents internationalement contraignants⁴⁹ et que la pratique internationale ne reconnaisse pas un tel droit. A l'heure actuelle, on ne saurait alors affirmer qu'un tel droit fasse partie du droit international en vigueur. Cette conclusion ne change cependant rien au fait que, comme déjà mentionné, des droits humains précis, comme le droit à la vie ou le droit au respect de la vie privée, soient d'une certaine importance par rapport à la protection de l'environnement.⁵⁰

3. Responsabilité des Etats pour les flux de réfugiés écologiques

Si la dégradation de l'environnement est la cause (prépondérante) d'un flux de réfugiés vers d'autres Etats, la question se pose de savoir dans quelle mesure un Etat peut être tenu comme responsable d'avoir causé en quelque sorte ce flux de réfugiés, respectivement dans quelle mesure un Etat (lequel ?) doit prendre des mesures, notamment de protection de l'environnement, pour prévenir un tel flux de réfugiés et / ou pour rétablir la situation afin de permettre le retour des personnes concernées.

par rapport à la pratique internationale *Anna Ulvsbäck*, Standardizing individual environmental protection as a human right, 2004, 7 ss.

⁴⁷ Cf. déjà *Astrid Epiney/Martin Scheyli*, Umweltvölkerrecht. Völkerrechtliche Bezugspunkte des schweizerischen Umweltrechts, 2000, 158 ff. Cf. toutefois aussi *Karen E. MacDonald*, A Right to a Healthful Environment – Humans and Habitats: Re-thinking Rights in an Age of Climate Change, EEELR 2008, 213 ss., qui – sans pour autant affirmer qu'un droit à un environnement sain fasse déjà partie du droit international coutumier, semble plaider en faveur de la reconnaissance d'un tel droit.

⁴⁸ Cf. p.ex. l'art. 24 de la Charte africaine des droits de l'homme qui plaide en faveur d'un droit collectif.

⁴⁹ Cf. avant tout l'art. 24 de la Charte africaine des droits de l'homme et l'art. II Additional Protocol to the American Convention on Human Rights in the Area of Economic, Social and Cultural Rights. Toutefois, il paraît que ces garanties ne soient pas respectées / appliquées dans la pratique, cf. *Epiney/Scheyli*, Umweltvölkerrecht (note 47), 161, avec d'autres références.

⁵⁰ Cf. ci-dessus, III.1. et en particulier note 26.

De manière générale, de solides arguments plaident en faveur d'une possible responsabilité internationale des Etats pour avoir causé des flux migratoires, peu importe leur cause :⁵¹ le fait de provoquer des flux migratoires peut notamment constituer une violation de la souveraineté de l'Etat dans lequel les réfugiés émigrent. Car celui-ci est du moins *de facto* obligé d'accueillir ces réfugiés de sorte que le fait de provoquer des flux de réfugiés viole le droit souverain de chaque Etat de décider librement si oui ou non il veut admettre, sur son territoire, des personnes de nationalité étrangère. Toutefois, il faut encore que l'Etat puisse être tenu comme responsable pour avoir véritablement causé ces flux migratoires. En d'autres termes, il est nécessaire qu'un acte imputable à l'Etat soit à l'origine des flux migratoires. C'est notamment le cas lorsqu'un Etat viole systématiquement les droits de l'homme, amenant ainsi une partie de sa population à se réfugier dans un autre Etat. Par contre, si les flux migratoires résultent, p. ex., d'actes de violence de privés et si l'Etat a pris les mesures qui peuvent être raisonnablement attendues pour prévenir de tels actes, il n'y a pas de comportement violant une obligation de droit international qui peut être imputé à l'Etat.⁵² Par ailleurs, une responsabilité de l'Etat ne peut être admise qu'à la condition que l'on ne puisse plus raisonnablement attendre des personnes touchées qu'elles restent dans leur région d'origine ; il n'est toutefois pas nécessaire qu'elles soient (physiquement) contraintes de fuir. Enfin, une causalité entre l'élément déclenchant le flux migratoire et la violation de la souveraineté doit être établie ; cette dernière peut uniquement être admise si la destination de la migration est claire, en d'autres termes, si, raisonnablement, seul un chemin de migration s'impose aux personnes concernées. Si, par contre, les réfugiés ont le choix entre plusieurs destinations, cette causalité ne peut plus être admise.

Ces principes – dont on ne peut faire ici que l'esquisse – peuvent également s'appliquer dans le cas particulier où des personnes quittent leur région d'origine à cause d'une dégradation de l'environnement. Toutefois, il sied de rappeler les conditions d'une telle responsabilité, respectivement des obligations des Etats :

- Premièrement, il s'agit effectivement de réfugiés écologiques : on ne peut pas raisonnablement attendre d'eux qu'ils restent dans leur région d'origine, et ceci, dans notre contexte, suite à la dégradation de l'environnement.
- Deuxièmement, c'est un acte ou une omission étatique qui est à l'origine de la dégradation de l'environnement sus-mentionnée. En ce qui concerne l'Etat sur le territoire duquel la dégradation de l'environnement a eu lieu, cette condition est remplie uniquement si l'Etat est lui-même à l'origine de la dégradation de l'environnement ou si l'Etat a omis de prendre les mesures de prévention qui se seraient imposées selon les

⁵¹ Cf. notamment les études détaillées de *Alberto Achermann*, *Die völkerrechtliche Verantwortlichkeit fluchtverursachender Staaten. Ein Beitrag zum Zusammenwirken von Flüchtlingsrecht, Menschenrechten, kollektiver Friedenssicherung und Staatenverantwortlichkeit*, 1997, 175 ss.; *Ziegler*, *Fluchtverursachung* (note 29), 401 ss.

⁵² Cf. en détail par rapport à l'imputation d'un acte à l'Etat dans ce contexte *Achermann*, *Völkerrechtliche Verantwortlichkeit fluchtverursachender Staaten* (note 51), 147 ss.

circonstances (due diligence), si ce sont des privés qui sont à l'origine ou s'il s'agit d'une catastrophe naturelle sans influence humaine (directe).⁵³ Ainsi, on retrouve ici les deux facettes des obligations étatiques (l'obligation de s'abstenir et l'obligation de prévenir) découlant des droits de l'homme et déjà mentionnées plus haut.⁵⁴ En ce qui concerne d'autres Etats, ceux-ci ne peuvent en général pas être considérés comme étant à l'origine des flux migratoires puisque les liens de causalité ne sont généralement pas remplis (p.ex. en ce qui concerne les Etats à l'origine, de par les émissions de gaz à effet de serre, du changement climatique).⁵⁵

- Troisièmement, il faut un lien de causalité – comme déjà mentionné – entre le flux migratoire et la violation de la souveraineté de l'autre Etat ce qui ne saurait être admis que dans les situations où s'impose essentiellement un seul « chemin migratoire ».

Dans l'ensemble, on peut conclure que les Etats sont obligés de s'abstenir – aux conditions énumérées ci-dessus – de provoquer des flux migratoires vers d'autres Etats et que, partant, en cas de violation de cette obligation, la responsabilité internationale de l'Etat en question est engagée. On peut – dans notre contexte – penser p.ex. aux cas dans lesquels un Etat détruit systématiquement l'environnement naturel d'une population ou omet de prendre des mesures contre de tels agissements de privés et que les populations se réfugient dans l'Etat voisin. Toutefois, il existe beaucoup de situations dans lesquelles les conditions sus-mentionnées ne sont pas remplies, pour une raison ou une autre (notamment l'absence du lien de causalité entre le flux migratoire et la violation de la souveraineté de l'autre Etat ou l'absence d'un comportement étatique à l'origine du flux migratoire). Par ailleurs, cette obligation ne crée un rapport qu'entre l'Etat d'origine et l'Etat d'accueil des réfugiés écologiques, et ne vise pas la protection des personnes concernées en soi.

4. *Quant à la portée du principe de la „responsibility to protect“*

Ces dernières années, on a pu constater l'émergence d'un nouveau « concept » en droit international, la « responsibility to protect », qui s'est développé avant tout en relation avec une violation grave des droits de l'homme. L'idée de ce concept est la suivante : dans les cas de violations graves et évidentes des droits de l'homme dans un Etat, la Communauté internationale, le Conseil de sécurité des Nations Unies et / ou des Etats tiers devraient (pouvoir) intervenir pour protéger les personnes touchées, et ce, en faisant également recourt à la force si la situation l'impose.⁵⁶ Cette « définition » démontre déjà que le principe même de

⁵³ Cf. dans le même sens *Michelot-Draft*, REDE 2006 (note 12), 428 (433, 437); *Chemillier-Gendreau*, REDE 2006 (note 2), 446 (447).

⁵⁴ Cf. III.1.a), b).

⁵⁵ Cf. à ce propos ci-dessus III.1.b).

⁵⁶ Cf. par rapport au concept de la « Responsibility to protect » p.ex. *Ingo Winkelmann*, « Responsibility to Protect » : Die Verantwortung der Internationalen Gemeinschaft zur Gewährung von Schutz, FS Christian

la « Responsibility to protect » reste, à l'heure actuelle, encore relativement flou : ainsi, il n'est pas clairement déterminé qui de la « Communauté internationale », du Conseil de sécurité ou de certains Etats, de manière individuelle, peut intervenir. De même, la question de savoir s'il s'agit d'un droit ou d'un devoir d'intervention n'est pas clarifiée. Par ailleurs, les conditions exactes d'une telle intervention (militaire ou autre) sont à peine définies, et enfin, le statut juridique de ce concept n'est pas précis, mis à part, éventuellement, quelques obligations en relation avec le droit international humanitaire.⁵⁷

Quoi qu'il en soit, à l'heure actuelle il ne semble pas établi en droit international qu'une quelconque « Responsibility to protect » puisse s'appliquer en relation avec des dégradations de l'environnement qui pourraient provoquer des réfugiés écologiques. La pratique internationale ne permet notamment pas d'affirmer que les Etats (individuellement ou collectivement) disposent d'un « droit d'ingérence écologique » afin de prévenir des dégradations environnementales. A la rigueur, un « droit d'ingérence » des Etats peut être envisagé afin de sauver la vie de personnes menacées par des dégradations environnementales.⁵⁸ Mais même un tel droit d'ingérence ne semble guère être établi dans la pratique, comme l'ont démontré les récents événements en Birmanie. Ceci dit, le Conseil de sécurité des Nations Unies peut, le cas échéant, prendre des mesures sur la base du chap. VII de la Charte.⁵⁹

5. Quant au rôle des Nations Unies

Il y a de très bonnes raisons d'affirmer que nous devons nous attendre, dans les années à venir, à un certain nombre de situations dans lesquelles des dégradations environnementales (souvent dues au changement climatique) conduiront à des conflits potentiellement violents.⁶⁰ Dans ce contexte, il convient de rappeler que le Conseil de sécurité des Nations Unies peut prendre des mesures sur la base des art. 39 ss. de la Charte des Nations Unies, à la condition que la paix internationale soit rompue ou menacée. Puisque le Conseil de sécurité interprète cette condition de manière assez large depuis un certain nombre d'années, les risques pour la

Tomuschat, 2006, 449 ss. ; *Peter Hilpold*, The Duty to Protect and the Reform of United Nations Law – A New Step in the Development of International Law, *Max Planck Yearbook of United Nations Law* 10 (2006), 35 ss.; *Carsten Stahn*, Responsibility to Protect: Political Rhetoric or Emerging Legal Norm?, *AJIL* 2007, 99 ss.

⁵⁷ Cf. à ce propos *Thilo Rensmann*, Die Humanisierung des Völkerrechts durch das ius in bello – Von der Martens'schen Klausel zur « Responsibility to Protect » -, *ZaöRV* 2008, 111 (121 ss.).

⁵⁸ Cf. dans ce contexte par rapport aux „interventions humanitaires“ *Andrej Zwitter*, Menschliche Sicherheit, Humanitäre Intervention und ihre völkerrechtlichen Perspektiven, *Humanitäres Völkerrecht* 2007, 231 ss.; *Theodora Christodoulidou/Kalliopi Chainoglou*, The Principle of Proportionality in Self-Defence and Humanitarian Intervention, *Humanitäres Völkerrecht* 2007, 79 ss.

⁵⁹ Ci-dessous, III.5.

⁶⁰ Cf. en détail avec d'autres références *WBGU*, Sicherheitsrisiko Klimawandel (note 1), 124 ss.

sécurité internationale en raison de la dégradation de l'environnement peuvent tout à fait conduire à une intervention du Conseil de sécurité.⁶¹

Par ce biais, le Conseil de sécurité dispose de nombreuses possibilités pour prendre des mesures dans des situations conflictuelles résultant d'une dégradation de l'environnement. Ainsi, il peut décider de mesures spécifiques visant à protéger des réfugiés écologiques. Toutefois, on ne saurait attendre de ces possibilités que des solutions satisfaisantes soient forcément trouvées pour les personnes concernées : souvent, le droit de veto peut empêcher l'application des mesures nécessaires. Par ailleurs, il s'agit d'un instrument qui agit, en quelque sorte, en urgence et de manière concrète dans chaque cas d'espèce ; or, la problématique des réfugiés écologiques demande, à notre avis, une solution plus globale, surtout que le Conseil de sécurité dispose d'une très grande marge de manœuvre pour décider s'il va prendre des mesures ou non, et, le cas échéant, la façon dont il va le faire. On pourrait éventuellement défendre que le Conseil de sécurité est également lié par l'obligation, découlant des droits de l'homme, de prendre les mesures de protection nécessaires afin de sauvegarder la vie de (beaucoup de) personnes ;⁶² toutefois, une telle obligation n'a pas encore, à notre connaissance, été affirmée dans la pratique.

6. Conclusion intermédiaire

Comme conclusion intermédiaire, nous pouvons affirmer que le droit international en vigueur connaît certes un certain nombre d'obligations contraignantes qui concernent (aussi) les réfugiés écologiques et la dégradation de l'environnement à l'origine des flux de réfugiés écologiques. Il serait souhaitable que les Etats ainsi que les organisations internationales se souviennent de ces obligations, car – à notre connaissance – leur respect n'a jamais ou que très rarement été invoqué dans le cas des réfugiés écologiques. Ceci dit, force est de constater que les obligations internationales pouvant intervenir dans notre contexte ne se réfèrent pas spécifiquement aux réfugiés écologiques. Elles sont, de ce fait, lacunaire dans le sens où seule une (petite) partie des problèmes soulevés par la situation des réfugiés écologiques peut être couverte par le droit international en vigueur. A ce propos, il convient surtout de souligner les aspects suivants :

- pour tout un ensemble de dégradations environnementales, surtout celles liées au changement climatique, il n'est pas possible de « désigner » un Etat responsable. Les

⁶¹ Cf. à ce propos, avec d'autres références, *Epiney/Scheyli*, Umweltvölkerrecht (note 47), 66 ss. ; dans le même sens, spécifiquement par rapport aux réfugiés écologiques, *Michelot-Draft*, REDE 2006 (note 12), 428 (433 ss.).

⁶² En détail, la question de savoir dans quelle mesure le Conseil de sécurité est lié par des obligations juridiques est controversée. Cf. à ce propos, avec d'autres références, *Eckart Klein*, in : Wolfgang Graf Vitzthum (éd.), *Völkerrecht*, 4. Aufl., 4. Abschnitt, no. 152. Dans tous les cas, il semble – peut-être mis à part des situations extrêmes – très difficile d'affirmer que le Conseil de sécurité a un devoir d'agir dans tel ou tel sens dans une situation donnée. Cf. par rapport à la « responsibility to protect » ci-dessus, III.4.

mécanismes de la responsabilité internationale ne sauraient donc trouver application contre les Etats à l'origine du changement climatique. Cet aspect limite surtout la portée des obligations découlant des droits de l'homme, mais aussi la responsabilité des Etats pour des flux migratoires.

- En ce qui concerne les mesures de prévention ou d'adaptation, les Etats dans lesquels une dégradation de l'environnement a lieu ne disposent souvent pas de moyens nécessaires pour prendre les mesures adéquates (ce qui empêche en principe aussi une responsabilité internationale). En ce qui concerne les autres Etats, le droit international ne connaît pas d'obligations de soutien (financier ou technique). A cela s'ajoute le fait que dans beaucoup de situations, des mesures de prévention ou d'adaptation « adéquates » ne sauraient suffire pour empêcher la dégradation de l'environnement à l'origine de flux migratoires. De plus, dans certaines situations, la dégradation de l'environnement n'est pas prévisible.
- Certes, un principe de non-refoulement peut être déduit, à certaines conditions, du droit à la vie et du droit à la nourriture. Or, ce principe ne saurait répondre de manière globale aux questions soulevées par la situation des réfugiés écologiques. Il y a lieu de rappeler à cette occasion que le statut des personnes bénéficiant de ce principe reste très précaire, que son champ d'application est relativement limité (compte tenu du fait qu'il faut démontrer dans chaque cas individuel une menace pour les droits de l'homme mentionnés) et que la notion même de réfugié écologique reste à préciser.
- Le rôle du Conseil de sécurité ne saurait être surestimé dans notre contexte.

Face à ces insuffisances que connaît le droit international à l'heure actuelle, nous sommes de l'avis qu'il serait vraiment souhaitable de songer fortement et rapidement à une évolution du droit international et qu'elle devrait tendre vers un instrument juridique spécifique pour répondre à un certain nombre de questions soulevées par la situation des réfugiés écologiques, une problématique que nous abordons ci-dessous.

IV. Nécessité d'un nouvel instrument juridique au niveau international

Les réflexions menées jusqu'ici ont pu démontrer que le droit international actuel ne tient que très partiellement compte de la situation (juridique) spécifique des réfugiés écologiques. Il convient surtout de rappeler qu'il n'y a pas de protection spécifique des réfugiés écologiques. Dès lors, il manque surtout un instrument juridique particulier visant à régler les problèmes (juridiques) soulevés par la situation des réfugiés écologiques.⁶³ Nous essayerons ci-dessous d'esquisser les éléments essentiels d'un tel nouvel instrument.

⁶³ Sur l'opportunité ou non d'un statut international du réfugié écologique cf. l'analyse de *Véronique Magniny*, *Les réfugiés de l'environnement, hypothèse juridique à propos d'une menace écologique*, Paris 1999, 461 ss., 532 ss.

1. Cadre juridique

Tout d'abord, la question se pose de savoir dans quel cadre juridique il convient de régler la situation juridique des réfugiés écologiques.⁶⁴ Une possibilité qui pourrait a priori entrer en ligne de compte est celle d'élargir en quelque sorte le champ d'application du droit des réfugiés « traditionnels », en l'occurrence de la Convention de Genève, en formulant, p.ex., un protocole additionnel à cette Convention. Cette approche, toutefois, ne nous semble guère adaptée : à notre avis, elle implique un risque considérable que la protection des réfugiés dans son ensemble puisse être affaiblie par un tel élargissement. Il en va de même pour le statut même de réfugié tel que désigné par la Convention de Genève. Or, le statut quelque peu privilégié des personnes poursuivies pour des raisons énumérées à l'art 1A de la Convention de Genève paraît, au vu des risques particuliers qu'encourent ces personnes, justifié et nécessaire. Il est, dans ce contexte, intéressant de noter que la Convention Governing the Specific Aspects of Refugee Problems in Africa qui connaît une notion de réfugié beaucoup plus large que la Convention de Genève n'est, en pratique, pas respectée et le niveau de protection est, dans son ensemble, plutôt bas.⁶⁵

Par ailleurs, la situation des réfugiés écologiques se distingue sensiblement de celle des réfugiés au sens de la Convention de Genève, surtout en ce qui concerne le « caractère collectif » de la migration, les causes de celle-ci, et, partant, les mesures de protection qui pourraient s'imposer ;⁶⁶ dès lors, il paraît plus approprié de ne pas régler la problématique liée aux réfugiés écologiques dans un texte se référant à la Convention de Genève.⁶⁷

Nous avons déjà mentionné qu'à notre avis, il n'est pas opportun de faire une distinction entre « réfugiés climatiques » et « réfugiés écologiques » et de ne traiter que la question des premiers.⁶⁸ Dès lors, il ne nous semble pas non plus opportun de préconiser un protocole additionnel à la Convention cadre sur les changements climatiques ou au protocole de Kyoto.⁶⁹

C'est pourquoi, nous sommes de l'avis qu'il convient d'élaborer une convention multilatérale « indépendante » qui couvrirait tous les réfugiés écologiques.⁷⁰

⁶⁴ Cf. par rapport à cette discussion déjà, avec d'autres références, *WBGU, Sicherheitsrisiko Klimawandel* (note 1), 222 ss.

⁶⁵ Cf. *D. Keane*, The environmental causes and consequences of migration : a search for the meaning of « environmental refugees », *Georgetown International Environmental Law Review* 2004, 209 ss.

⁶⁶ Cf. déjà les remarques ci-dessus, II.

⁶⁷ Dans le même sens p.ex. *Biermann/Boas*, VN 2008 (note 2), 10 s. ; *Michelot-Draft*, REDE 2006 (note 12), 427 (440).

⁶⁸ Cf. II.

⁶⁹ Cf. toutefois le plaidoyer pour cette solution, en partant de l'idée qu'il convient seulement de régler les questions liées aux réfugiés climatiques *Biermann/Boas*, VN 2008 (note 2), 10 (11).

⁷⁰ Cf. par rapport à la nécessité d'une telle convention *Magniny*, Les réfugiés de l'environnement (note 63), 97 ff. ; cf. par rapport au contenu d'une telle convention encore ci-dessous IV.2., 3.

2. *Champ d'application*

Nous avons vu ci-dessus⁷¹, que la protection des réfugiés écologiques touche une multitude de domaines ; ainsi, p.ex., une meilleure protection du milieu naturel ou du climat peut contribuer à limiter le nombre de réfugiés écologiques. Dès lors, se pose la question de savoir quel devrait être le champ d'application d'une telle nouvelle convention en ce qui concerne les domaines ou obligations matériels qu'il conviendrait d'inclure.

A notre avis, il serait préférable que l'instrument juridique visant la protection des réfugiés écologiques ne se concentre que sur les questions qui ne touchent effectivement que directement cette protection, en laissant en quelque sorte de côté les autres aspects de la problématique, surtout en ce qui concerne les mesures de prévention, de mitigation et d'adaptation. Ainsi, il serait possible de préciser davantage une telle convention ; de plus, une autre approche, plus large, impliquerait en dernier lieu de régler toutes les questions liées à la protection de l'environnement qui, elles, sont souvent déjà réglées dans d'autres conventions internationales. Et enfin, un champ d'application trop large conduirait au risque que les Etats ne puissent pas se mettre d'accord sur le contenu d'une telle convention.

C'est pourquoi le contenu de la Convention se limite aux aspects relatifs à la protection des réfugiés écologiques. Toutefois, ces aspects doivent encore être précisés ce qui l'objet de la section suivante.

3. *Contenu*

Sur la base de ce qui précède, nous sommes d'avis qu'un certain nombre d'éléments devraient en tout cas être intégrés dans une « Convention relative au statut et à la protection des réfugiés écologiques ». Nous pouvons distinguer différents types de dispositions à prévoir : généralités et notion (a), protection « directe » des réfugiés écologiques (b), planification (c), soutien et financement (d).

a) Généralités et notion

De manière générale, il convient de reconnaître à une échelle internationale que la dégradation de l'environnement en général et le changement climatique en particulier peuvent

⁷¹ Cf. III.

être une cause importante de migration d'un nombre très élevé de personnes, tant à l'intérieur d'un pays que vers d'autres pays.

Par ailleurs, les réflexions menées jusqu'ici ont démontré que la notion de « réfugié écologique » pourrait être précisée quelque peu ;⁷² mais malgré cela, des incertitudes par rapport à des personnes ou groupes de personnes déterminés vont nécessairement subsister. C'est pourquoi, nous proposerions d'une part d'introduire, dans la Convention, une définition du réfugié écologique et, d'autre part, de prévoir une procédure selon laquelle il est décidé, dans des cas incertains, si oui ou non un groupe de personnes peut être qualifié comme réfugié écologique. Il conviendrait probablement également de distinguer les réfugiés écologiques « internes » et « inter-étatiques », étant donné que les mesures de protection pourraient différer.

b) Protection « directe » des réfugiés écologiques : le principe de non-refoulement

Nous avons vu qu'il est déjà possible, à l'heure actuelle, de déduire du droit international un principe de non-refoulement qui, toutefois, connaît certaines limites (surtout le caractère individuel de ce droit ainsi que le statut précaire ou plutôt non-défini).⁷³

C'est pourquoi il nous semble nécessaire de reconnaître dans une Convention relative au statut et à la protection des réfugiés écologiques un droit au non-refoulement. Vu les particularités de la situation des réfugiés écologiques, ce droit devrait se caractériser, selon nous, par les aspects suivants :

- Il s'agirait d'un « droit collectif » dans ce sens que les ayants-droits seraient définis selon leur appartenance à un groupe déterminé (p.ex. les habitants d'un village ou d'une région menacés par une dégradation de l'environnement).⁷⁴
- Ce droit s'appliquerait tant pour les migrations inter-étatiques que pour les migrations internes.
- Il donnerait le droit aux personnes concernées de ne pas être renvoyées dans une région dans laquelle il n'est raisonnablement pas possible de vivre dans des conditions acceptables, suite à la dégradation de l'environnement. Toutefois, lorsqu'il s'agirait de migrations inter-étatiques, un renvoi dans le pays d'origine devrait être possible dans la mesure où les personnes concernées seraient acceptées par leur Etat d'origine et ne seraient pas renvoyées dans la région sinistrée mais pourraient vivre dignement dans une autre région de l'Etat en question.⁷⁵

⁷² Cf. ci-dessus II.

⁷³ Cf. III.1.c).

⁷⁴ Dans le même sens *Cournil/Mazzega*, REDE 2006 (note 16), 417 (423 s.) ; *Biermann/Boas*, VN 2008 (note 2), 10 (12).

⁷⁵ Cf. également dans ce sens p.ex. *Cournil/Mazzega*, REDE 2006 (note 16), 417 (423).

- Dans les cas où la dégradation de l'environnement serait durable (comme c'est le cas surtout suite aux dégradations résultant du changement climatique), les réfugiés écologiques devraient disposer d'un droit de séjour illimité dans le temps, même si ce dernier ne s'exercerait pas forcément dans le premier pays d'accueil mais, le cas échéant, dans un autre pays.⁷⁶
- Le statut du réfugié écologique bénéficiant d'un droit de séjour devrait être réglé (regroupement familial, droit à certaines prestations étatiques, droit de travailler, etc.).⁷⁷

c) Planification

De nombreuses formes de dégradation de l'environnement sont prévisibles, surtout en ce qui concerne les conséquences du changement climatiques. Dès lors, il conviendrait de prévoir des programmes permettant aux personnes vivant dans des régions menacées de s'installer ailleurs (à l'intérieur de leur pays d'origine ou dans un autre pays). Le cas échéant, des pays d'accueil devraient être trouvés. Ces programmes devraient être développés au niveau régional, national et international, et la Convention devrait prévoir des procédures pour prendre des décisions à cet effet.

De même, une procédure devrait être définie pour pouvoir prendre des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les Etats pour accueillir des réfugiés écologiques et la charge de cet accueil.

Finalement, une attention toute particulière devrait être portée à la question de savoir comment et où l'on prévoirait d'accueillir les personnes vivant dans un Etat dont le territoire risque de disparaître : il paraît raisonnable ici de conclure des accords pour savoir quel Etat devrait accueillir ces personnes. Il serait aussi envisageable, pour ce problème spécifique, de recourir à des accords bilatéraux.

d) Soutien et financement

Prendre des mesures visant à protéger les réfugiés écologiques (potentiels) représente un défi important pour les pays touchés. Dès lors, il faut prévoir pour les pays qui en ont besoin un soutien technique et logistique de la Communauté internationale.

De plus, il convient de régler la question de savoir qui supporte les coûts des mesures de protection et de prévention. Lors de la définition de la clé de répartition, il conviendrait de prendre en considération le principe du pollueur-payeur ainsi que le principe de la

⁷⁶ Cf. par rapport à l'aspect de planification encore ci-dessous IV.3.c).

⁷⁷ Cf. également dans ce sens *Cournil/Mazzega*, REDE 2006 (note 16), 417 (424).

responsabilité commune mais différenciée.⁷⁸ Un fond permanent spécifique doté d'importants moyens financiers serait nécessaire.

V. Conclusion

Nous pouvons dès lors conclure que la situation des réfugiés écologiques appelle avant tout deux remarques :

- d'une part, il conviendrait déjà d'appliquer à la situation spécifique des réfugiés écologiques certains principes généraux du droit international existant. Sont d'une importance particulière les droits et obligations découlant des droits de l'homme et les principes de la responsabilité internationale pour « provocation de réfugiés ».
- D'autre part, ces instruments et principes généraux n'étant pas conçus spécifiquement pour la situation des réfugiés écologiques, il conviendrait de développer un instrument juridique particulier pour pouvoir tenir compte des particularités de la problématique. Une telle convention devrait prendre en considération tant les aspects de « protection individuelle » des personnes contraintes à quitter leur région d'origine suite à la dégradation de l'environnement que des mécanismes plus « collectifs » de planification et de financement.

Il est évident qu'un tel nouvel instrument international nécessite aussi la définition de la gouvernance, un aspect que nous ne pouvons approfondir ici mais qui est important.⁷⁹ De même, la mise en œuvre des conventions internationales en matière de protection de l'environnement et du climat et le développement de ces instruments sont d'une importance cruciale en ce qui concerne la prévention.

Nous osons espérer que le droit international et surtout ses acteurs, avant tout les Etats, seront à même de relever ce nouveau défi que présente les réfugiés écologiques ;⁸⁰ à notre avis, il serait urgent de réagir relativement rapidement pour pouvoir faire face avec une certaine sérénité à ce problème, ceci avant tout dans le but de protéger les personnes (potentiellement) touchées.

⁷⁸ Cf. *Michelot-Draft*, REDE 2006 (note 12), 427 (440 s.); *Biermann/Boas*, VN 2008 (note 2), 10 (12).

⁷⁹ Cf. à ce propos en détail *Biermann/Boas*, *Preparing for a warmer world* (note 4), 14 ss.

⁸⁰ Cf. dans ce contexte toutefois *Cournil*, *Revue du droit public* 2006 (note 2), 1035 (1064 ss.) qui semble défendre que certaines caractéristiques du droit international (principe contractuel, souveraineté, non-ingérence) pourraient empêcher de faire face aux problèmes majeurs relevés par la situation des réfugiés écologiques.